



Informations de base	
<b>2023/2979(RSP)</b> RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur les dernières attaques contre les femmes et les défenseurs des droits des femmes en Iran, ainsi que sur la détention arbitraire par l'Iran de ressortissants de l'Union  <b>Subject</b>  6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général  <b>Zone géographique</b>  Iran	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
22/11/2023	Débat en plénière		
23/11/2023	Décision du Parlement	T9-0429/2023	Résumé
23/11/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2979(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0477/2023</a>	20/11/2023	
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0478/2023</a>	20/11/2023	
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0479/2023</a>	20/11/2023	
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0480/2023</a>	20/11/2023	
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0481/2023</a>	20/11/2023	
Proposition de résolution		<a href="#">B9-0482/2023</a>	20/11/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T9-0429/2023</a>	23/11/2023	Résumé

# Résolution sur les dernières attaques contre les femmes et les défenseurs des droits des femmes en Iran, ainsi que sur la détention arbitraire par l'Iran de ressortissants de l'Union

2023/2979(RSP) - 23/11/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 516 voix pour, 4 contre et 27 abstentions, une résolution sur les dernières attaques contre les femmes et les défenseurs des droits de la femme en Iran, et sur la détention arbitraire de ressortissants de l'UE en Iran.

Le texte adopté en plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et députés.

Le Parlement a fermement condamné la détérioration continue de la situation des droits de l'homme en Iran et les meurtres brutaux de femmes par les autorités iraniennes, notamment Armita Geravand et Mahsa Jina Amini. Il a appelé à la libération immédiate de tous les défenseurs des droits de l'homme et victimes de détention arbitraire, notamment Narges Mohammadi, Sepideh Gholian, Golrokh Iraee, Nasrin Javadi et Bahareh Hedayat.

La résolution a condamné fermement les pratiques de l'Iran en matière de détention arbitraire, de refus de traitement médical nécessaire, de violence policière, de torture et de condamnation à mort, ainsi que l'augmentation alarmante du nombre d'exécutions.

Dans ce contexte, les autorités iraniennes sont invitées à :

- mettre fin immédiatement à toutes les discriminations à l'encontre des femmes et des filles, y compris aux lois imposant le port du voile;
- retirer le projet de loi visant à «promouvoir la culture de la chasteté et du hijab» et abroger toutes les lois discriminatoires en matière de genre;
- permettre à la mission d'enquête des Nations unies en Iran d'avoir un accès total et sans entrave pour mener des enquêtes indépendantes.

En outre, le Parlement a appelé le Service européen pour l'action extérieure et les États membres à soutenir les lauréates du prix Sakharov et du prix Nobel, et a exhorté les États membres à faciliter la délivrance de visas et de l'asile ainsi que des subventions d'urgence à ceux qui en ont besoin.

Condamnant la diplomatie des otages de l'Iran, l'UE est invitée à lancer une stratégie européenne de lutte contre la diplomatie des otages avec une task force dédiée à l'Iran afin de mieux aider les familles des détenus et de prévenir efficacement de nouvelles prises d'otages, y compris en multipliant les mises en garde contre les visites en Iran.

Enfin, le Parlement a réitéré son appel à ouvrir des enquêtes pénales sur les crimes commis par les autorités iraniennes en vertu de la compétence universelle, à désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique comme une organisation terroriste et à sanctionner les responsables des violations des droits de l'homme en Iran.